ANDORRA 24 · ÉDITION MIDI

mardi 3 novembre 2026 à 13:18

NEWS EDITION

1. Le footballeur de Tenerife Jesús de Miguel décède après une collision sur le terrain

Commençons par une nouvelle qui nous oblige à mettre de côté toute rivalité sportive. Le Club Deportivo Tenerife a annoncé officiellement que le footballeur Jesús de Miguel Alameda est décédé ce matin, à huit heures, suite à la grave collision subie lors du match d'hier contre le Futbol Club Andorra. Le match a été suspendu dans les derniers instants et le joueur a été admis aux soins intensifs. Le club a confirmé son décès aujourd'hui et a adressé ses condoléances à la famille et aux supporters. La nouvelle a également été reprise par les médias qui couvrent Andorre en catalan. Le communiqué officiel demande le respect de la vie privée de la famille, une demande que nous partageons. Nous n'avons toujours pas d'enquête définitive sur les circonstances médicales du décès, et il serait irresponsable de désigner des coupables sur la base des images de la pièce. Le football passe aujourd’hui au second plan. Nous présentons nos condoléances à la famille, aux collègues et à toute la communauté sportive.

2. Jaume Bartumeu appelle à un grand accord national sur l'avenir du pays

Dans la politique andorrane, l'ancien chef du gouvernement Jaume Bartumeu a défendu ce mardi la nécessité d'un grand accord national, transversal et loin des étiquettes partisanes traditionnelles. Dans une interview accordée à Ràdio i Televisió d'Andorra, il a lié la crise du logement, les difficultés de maintien de l'usage social du catalan et les inégalités au modèle de croissance de ces dernières années. Il s’agit d’une évaluation politique de Bartumeu, et non d’une conclusion statistique démontrée par cet entretien. Mais le diagnostic soulève des questions fondamentales. Si un pays croît en activité et en population, comment sont répartis les bénéfices et quelles sont les garanties que ses travailleurs puissent y vivre ? Comment les services publics sont-ils mesurés ? Et que signifie concrètement un pacte national ? Pour évaluer la proposition, il faudra des engagements vérifiables sur le logement, les salaires, les services et la langue, et pas seulement un appel générique au consensus.